

L'IRAN MENACE DE FERMER LE DETROIT D'ORMUZ

Alors que l'Iran achève la phase navale de son exercice « Grand Prophète VI », le général Mohammad Ali Jafari, commandant des Pasdarans (les gardiens de la Révolution) déclare que ses hommes sont prêts à fermer le détroit d'Ormuz au commerce en cas de menaces envers son pays.

UN CHANTAGE IRANIEN

Avec Malacca, Panama, Suez et le Bosphore, Ormuz est l'un des passages maritimes les plus importants pour l'économie mondiale. Chaque jour, près de 20 millions de barils de pétrole empruntent le détroit, soit environ 35 % du pétrole mondial. Pays exportateurs comme importateurs d'hydrocarbures dépendent du détroit d'Ormuz. Or, depuis des années, l'Iran fait planer la menace d'une fermeture de cette zone névralgique en cas d'agression.

En 2004, l'Ayatollah Ali Khamenei avait déclaré aux Etats-Unis : « si les Américains commettent un faux pas à l'égard de l'Iran, la livraison d'énergie pétrolière sera réellement mise en danger ». Si Ormuz n'était jusqu'en février 2011 pas encore clairement visé par les Iraniens afin de ne pas les priver de l'appui chinois (ils dépendent pour 50 % de leurs besoins en pétrole du libre passage dans le détroit), le commandant des forces navales Ali Fadavi a alors sauté le pas en déclarant dans les médias que « la République islamique a les moyens de bloquer le détroit d'Ormuz en cas de menaces ». C'est ce message qu'a repris le général Mohammad Ali Jafari le 4 juillet 2011 dans une interview à l'agence Mehr.

LA « GUERRE DES TANKERS »

Le trafic maritime a déjà été fortement perturbé dans la région sans toutefois être interrompu. En 1980, la guerre entre l'Iran et l'Irak éclate et provoque de fortes restrictions de navigation dans le golfe Persique à partir de 1984. L'Irak d'abord, puis surtout l'Iran décident de s'en prendre aux pétroliers pour étouffer l'économie de l'adversaire. Durant cette « guerre des tankers » (1984-1988), 540 bateaux sont endommagés et plus de 480 marins tués. Les Iraniens emploient des vedettes rapides, des missiles anti-navires et surtout des mines contre les navires croisant dans le détroit d'Ormuz, même ceux battant un pavillon neutre. Les Etats-Unis ont deux bâtiments de guerre gravement endommagés : l'USS *Stark* touché par un missile *Exocet* en mai 1984 et l'USS *Samuel B Robert* qui saute sur une mine iranienne en avril 1988. Des escortes sont mises en place par les nations occidentales (dont la France) pour préserver un flux minimum. La fin du conflit Iran - Irak permet un retour à la normale. Les guerres du Golfe épargnent le détroit d'Ormuz.



Vedettes rapides iraniennes

DES CONSEQUENCES GRAVES

Une interruption du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz peut avoir en quelques semaines des conséquences considérables, comparables selon le politologue américain Georges Friedman « à une attaque nucléaire, voire plus néfastes ». De nombreux Etats en Asie et en Europe seraient privés de pétrole et les pays producteurs du Golfe ne pourraient plus profiter de la manne financière. Le prix du baril s'envolerait, dépassant selon Standard & Poor's les 250 dollars, poussant nombre de pays à puiser dans leurs réserves stratégiques et un certain nombre d'entre eux à la ruine. Un tel blocus déstabiliserait politiquement le Moyen-Orient particulièrement dépendant de l'approvisionnement par voie maritime, en particulier pour l'alimentation et les biens de consommation.

Il n'existe en effet pas de palliatif à la fermeture d'Ormuz. Des pipelines ont été construits ou sont en projet mais ne permettent pas encore d'écouler la production journalière de la région. L'oléoduc Petrolina, par exemple, ne peut actuellement acheminer que cinq millions de barils par jour, alors qu'il en passe trois fois plus par le détroit d'Ormuz (2 400 pétroliers de plus de 160 000 tonnes de port en lourd chacun par an) et que l'on prévoit un flux de 35 millions de barils en 2020. Il n'y a pas de solution de substitution pour le transport des biens de consommation (absence de routes et de voies ferrées sur les rives du détroit).

UNE FERMETURE PEU PROBABLE

Fort heureusement la fermeture d'Ormuz, par exemple en minant le détroit, ne saurait être pour l'Iran qu'une mesure ultime : 75 % des recettes de la République islamique dépendent des hydrocarbures qu'elle exporte principalement par voie maritime.